

Métropoles : quel rôle dans la mondialisation libérale ?

RAPPEL DES FAITS

Une journée de réflexion sur la métropole francilienne est organisée vendredi par le Front de gauche, thématique « Ville, habitat et solidarités territoriales », à la péniche *Petit-Bain*, à Paris.

La métropole, dans la presse, a longtemps été réduite à une ligne de métro, à un débat sur la « gouvernance » ou au « Grand Paris » rêvé par Nicolas Sarkozy, d'une mégapole bling-bling pour s'imposer dans la concurrence mondiale. La métropole représente pourtant un enjeu politique en soi, parce qu'elle concentre les problèmes de logements, de transports, d'injustices sociales et spatiales, et même environnementaux. Hors, à quelques mois des élections locales, la gauche semble divisée sur le rôle des métropoles dans la mondialisation libérale. En sont-elles la conséquence ou, au contraire constituent-elles des outils pour y résister ? Comment ?

PIERRE DUQUESNE

La mégapole, fille du libéralisme et de Sarkozy

PAR ALAIN LIPIETZ, ÉCONOMISTE, MEMBRE D'EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS.

« La première des aliénations, disait Marx, est la séparation de la ville et de la campagne. » Cette opposition était, dans son esprit, la matrice de toutes les autres (l'autonomisation de l'État et d'une classe dominante), mais aussi la racine de la première crise écologique du capitalisme : la « rupture du métabolisme entre nature et société ». La ville « pompe » en effet les nutriments de l'agriculture sans les lui restituer. Et plus la ville devient métropole, mégapole, plus s'aggrave cette crise fondamentale, entraînant industrialisation de l'agriculture et baisse de sa qualité nutritive.

Mais surgissent aussi les crises métropolitaines : engorgement, pollution de l'air, hausse du prix du sol chassant les classes populaires vers de lointaines banlieues, trajets domicile-travail épuisants, crise des quartiers de relégation...

Dans les années 1960, le capitalisme français, encore organisé par l'État (héritage du « planisme » du Conseil national de la Résistance) tenta de limiter la croissance de la capitale : « métropoles d'équilibre » (dont certaines ont bien réussi, au risque de devenir mégapoles), villes nouvelles...

« Il n'est pas trop tard pour contenir l'explosion mégapolitaine, pour sauver les terres agricoles. Cela demande le retour à une véritable planification urbaine. »

Ces efforts furent abandonnés avec le tournant néolibéral des années 1980. Le recul de l'ambition planificatrice, dans le cadre d'une croissance dorénavant soumise aux seules lois de la concurrence, eut des effets catastrophiques.

Dans un capitalisme concurrentiel, les salariés vont où ils croient

qu'il y aura de l'emploi, les entreprises vont où elles savent qu'il y aura des salariés en recherche d'emploi. Paris, comme Londres, s'engouffra dans une croissance incontrôlable, au-delà des 10 millions d'habitants. À l'intérieur de la mégapole, les usines furent remplacées par du tertiaire supérieur. Les dif-

férences se surcreusèrent : les villes pauvres devinrent plus pauvres, les villes riches plus riches...

Au contraire, les capitalismes allemand, néerlandais, suisse et autrichien, restés moins libéraux du fait de la puissance de leurs syndicats, parvinrent à maintenir le long du Rhin, en Bavière et dans les Alpes,

des réseaux de villes dépassant rarement les 2-3 millions d'habitants, y compris Francfort.

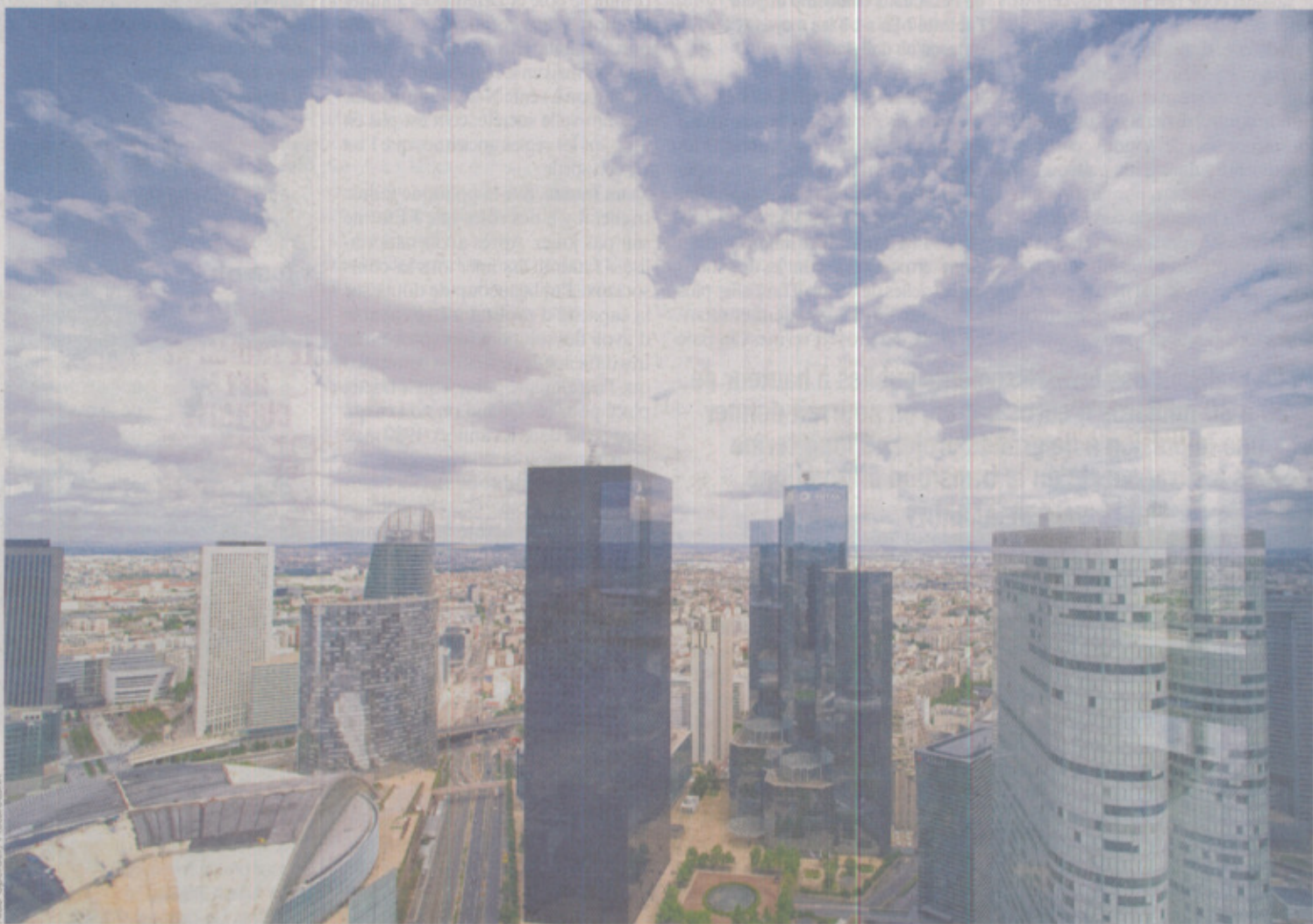
Il se trouva des intellectuels (même de gauche) pour justifier cette hypertrophie de la capitale, « seule chance de la France face à la Banane bleue » (c'est-à-dire l'Europe rhénane et alpine). Délire mégapolitain poussé au paroxysme par Nicolas Sarkozy. Le Grand Paris devrait s'étendre jusqu'au Havre, dévorant les meilleures terres agricoles du monde. Paris s'était développé « en doigts de gant », dans les vallées, laissant les plateaux à l'agriculture : on allait les urbaniser à coups d'« opérations d'intérêt national » pour accueillir hypermarchés, zones logistiques et salariés pauvres, futurs quartiers de relégation.

Cette idéologie libérale et productiviste déchantée aujourd'hui : face à la crise, la « Banane bleue » s'en tire beaucoup mieux... Pourtant le rêve du Grand Paris sarkozyste n'est pas remis en cause. Le nouveau schéma directeur régional d'Île-de-France (Sdrif) renonce à freiner la croissance mégapolitaine, mais au moins lui oppose une règle : on construira la ville sur la ville (thème de la ville « dense »), on ne touchera plus aux terres agricoles.

C'est qu'à la crise économique se superpose une crise écologique alimentaire et sanitaire. La population exige désormais de la nourriture bio et de proximité, ce qui revient à attaquer la « crise du métabolisme ville-campagne » dénoncée par Marx. Préserver les terres agricoles franciliennes devient un objectif stratégique.

Malheureusement, pour les productivistes, la frontière agricole passe toujours... dans le département d'à côté ! Densifier la ville, c'est pour eux « remplir les dents creuses », c'est-à-dire ce qui reste de terres agricoles de proximité : triangle de Gonesse, plateau de Saclay, plaine de Montjean, terrains des maraichers à Villejuif...

Il n'est pas trop tard pour contenir l'explosion mégapolitaine, pour sauver les terres agricoles. Cela demande le retour à une véritable planification urbaine. Ses formes sont à inventer, mais la résistance populaire est là, qui ne demande qu'à participer à un projet positif.



Dans son projet initial, Nicolas Sarkozy souhaitait doubler la taille du quartier d'affaires de Paris-la Défense situé dans les Hauts-de-Seine.